

nous pouvons contribuer à renforcer la sécurité dans la région. Beaucoup de pays font maintenant d'importantes contributions à ce processus. En septembre, le Canada a annoncé qu'il modifiait sa politique de manière à aider les États de la ligne de front - notamment le Mozambique - à venir à bout des menaces qui pèsent sur leur sécurité.

Il est tragique de s'arrêter aux conséquences effarantes de l'apartheid et de l'emprise pernicieuse de la déstabilisation dont il s'accompagne. Le coût - en termes humains et économiques - est énorme. L'Afrique australe dans son ensemble a un riche potentiel. Elle pourrait vraiment être le moteur économique du continent tout entier. Mais au lieu de mettre en valeur ce potentiel, la minorité blanche en Afrique du Sud tolère des politiques qui tiennent en laisse toute la région, qui paralysent ce moteur géant.

Le monde cherche des moyens de ramener les partisans de l'apartheid à la raison. Notre comité, je crois, continuera d'apporter une utile contribution en veillant à l'application de sanctions pour forcer le changement.

Ici, à Harare, nous examinerons de près les moyens de renforcer l'embargo onusien sur les armes, qui est une importante sanction des Nations Unies.

Le rapport présenté à Toronto sur les liens de l'Afrique du Sud avec le système financier international faisait ressortir clairement l'efficacité des sanctions financières du point de vue des pressions exercées sur l'économie du pays - pressions qui, croyons-nous, peuvent à leur tour forcer un changement politique. À Harare, nous chercherons des moyens d'encourager l'adoption plus étendue des recommandations constructives approuvées à Toronto.

Nous recevrons aussi un rapport d'étape concernant l'étude des experts sur l'effet des sanctions. Sur la foi du rapport intérimaire, nous avons déjà pu formuler un certain nombre de suggestions précises pour élargir et intensifier les sanctions et en resserrer l'application. Nous devons encourager avec diligence leur adoption par les membres du Commonwealth et les grands partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Pour sa part, le Canada a pris un certain nombre de mesures, depuis la réunion de Toronto, pour resserrer l'application de ses sanctions; par exemple, il a étendu l'interdiction de vendre du matériel de haute technologie à des utilisateurs finals du secteur privé en Afrique du Sud. Nous continuerons de chercher des moyens efficaces d'intensifier les pressions en vue du changement.